

Attac prend l'eau, Nikonoff jette l'éponge

Après deux ans de crise interne, le président de l'association démissionne

samedi 7 octobre 2006, par [ECOIFFIER Matthieu](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2006).

Attac, guerrier sans tête. Près de neuf ans après sa création, l'association altermondialiste titube. Jacques Nikonoff, son président démissionnaire, a annoncé vendredi dans une lettre aux adhérents dont *Libération* a eu connaissance qu'il ne se représentera pas aux nouvelles élections du conseil d'administration (CA) en décembre. Cet ancien ouvrier spécialisé, syndicaliste CGT passé par le PCF, devenu énarque et représentant de la Caisse des dépôts à New York, n'exercera donc plus de responsabilités dans l'association.

Sévères. Ses lieutenant(e)s ont aussi annoncé leur départ de la direction actuelle. Certains avaient été élus grâce à une fraude lors des élections au CA début juin. Rendues publiques il y a une semaine, les conclusions de la commission d'enquête interne pilotée par deux scientifiques, René Passet et Nuri Albala, sont sévères : « *La preuve matérielle d'une fraude en faveur de la tendance favorable à la présidence sortante est établie.* » Deux à trois personnes seraient en cause. L'une d'elle a signé 96 bulletins d'une même croix, avant de les substituer aux bulletins lors du dépouillement.

Le retrait de Jacques Nikonoff va-t-il mettre un terme à deux ans de guerre civile à la tête d'Attac ? « *A certains moments je n'en dormais plus. On a tenu bon, mais ce n'était pas du gâteau. La fraude a été un coup très dur pour une association qui prétend faire de la politique autrement. On espère repartir du bon pied* », raconte l'économiste Susan George, chef de file de l'opposition à Nikonoff.

Cette « fracture éthique » est l'aboutissement d'un affrontement idéologique. Entre ceux qui, derrière Nikonoff, ambitionnent de faire d'Attac une force politique et ceux qui veulent que l'association reste un lieu de convergence entre adhérents, associations, syndicats et scientifiques. Le tout sur fond d'affrontements personnels. Quand les amis de Nikonoff et de nombreux militants louent sa pédagogie et son ambition, ses opposants dénoncent sa « dérive présidentielle, autoritaire, autocratique » : un centralisme contraire à la culture de réseau, propre au mouvement alter.

« *La fraude, c'est le comble. En trois ans de présidence, Nikonoff a fait fort. Son bilan, c'est un trou de 270 000 euros et un tiers d'adhérents en moins. On est passé de 30 000 à 21 000, cela réduit notre capacité de fonctionnement* », regrette Annie Pourre, représentant Droit au logement au collège des fondateurs.

Dans sa missive, Jacques Nikonoff défend « *les deux points marquants de [sa] présidence : les débuts de la démocratisation d'Attac et la victoire du 29 mai lors du référendum sur le TCE [traité constitutionnel européen, ndlr]* ».

Le directeur du *Monde diplomatique*, Bernard Cassen, fondateur historique d'Attac et proche de Nikonoff, a lui aussi décidé de retirer son journal du futur collège des fondateurs. Pour sauver les meubles. Selon lui, la réduction d'Attac à un « *statut groupusculaire* » serait « *une revanche historique, une « divine surprise » pour ceux que nous avons largement contribué à défaire le 29 mai* ».

« **Villages Potemkine** ». Si Jacques Nikonoff a finalement reconnu la fraude dans une déclaration écrite le 29 septembre, il l'attribue à une opération de ses opposants pour le discréditer, à une intervention extérieure ou à un de ses partisans trop zélé.

« Jacques Nikonoff a essayé pendant trois mois d'empêcher que la vérité éclate en construisant des villages Potemkine et des rideaux de fumée. Maintenant il faut trouver les fraudeurs. Soit on y arrive en interne, soit on porte l'affaire devant la justice. En tout cas, le prochain CA ne pourra siéger tant que certains seront soupçonnés, dénonce le syndicaliste Pierre Khalfa, représentant de Solidaires à Attac. Nous aurions saboté nous-même une élection que nous étions en train de gagner ? Cette accusation de Nikonoff relève d'un autocentrisme paranoïaque hallucinant. Quant à des forces extérieures, c'est peu probable. La fraude a boosté les candidats pro-Nikonoff qui en avaient le plus besoin. Pour ce faire, il fallait une connaissance très précise des résultats intermédiaires. Et avoir la clé de la porte blindée du local. Hormis les salariés du siège, ils étaient deux responsables à l'avoir ! »

Samedi dernier, à Montreuil, lors de la réunion des comités locaux, un consensus s'est dégagé chez les adhérents pour purger l'affaire en interne. Les fraudeurs seraient invités à se dénoncer. « *Qui dit plainte contre X, dit enquête. Et on n'a pas envie d'avoir les flics de Sarkozy dans nos locaux !* » raconte l'un d'eux.

La démission du « clan Nikonoff » va-t-elle calmer le jeu ? Dans sa missive, Nikonoff continue de jouer aux pompiers pyromanes : s'il se retire, il indique qu'il faut « *sortir les sortants* » des deux camps. Et menace d'appeler les adhérents à voter non à la liste du collège des fondateurs en décembre, si ceux qui ont eu sa tête se représentent. Ambiance.

« **Accord unanime** ». Dans les 223 comités locaux, « *on est gênés par la pagaille monstre au sommet mais on est prêt à repartir. Ce sont les militants les moins actifs qui sont les plus découragés*, note Robert Gruninger du comité de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). *On continue à bosser sur le manifeste pour les élections de 2007.* »

Fait notable : « *Sa rédaction fait l'objet d'un accord unanime entre les deux camps* », explique Khalfa. « *On va proposer des mesures qu'un gouvernement peut appliquer sans être pris dans les contraintes européennes et mondiales. Encore faut-il que la crise actuelle ne le rende pas inaudible* », espère Cassen. Alors que le réchauffement climatique fait monter la question environnementale dans la mouvance alter, Attac se voit concurrencé par d'autres ONG comme Greenpeace, les Amis de la terre, Agir ici. « *Mais on est les seuls à être généralistes* », note Marc Brunet. Christelle Wolff, 33 ans, milite à Salon-de-Provence : « *Je suis aussi adhérente de Greenpeace, mais eux décident leur action au national. A Attac, on se bat en réseau avec les associations locales. On s'entend bien et c'est plus personnifié !* » En effet.

Une lettre de Bernard Cassen

M. Matthieu Ecoiffier

Monsieur,

Votre article sur Attac dans le numéro de « Libération » du samedi 7 octobre contient un grand nombre d'inexactitudes. Outre le surtitre

annonçant une « démission » de Jacques Nikonoff, -alors que, avec les autres membres du Bureau, il avait remis son mandat à la disposition du CA le 25 août dernier -, je ne relèverai ici que les erreurs (3 en 5 lignes) me concernant. D'autres lecteurs compléteront.

Ces erreurs auraient pu être évitées si vous aviez fait un minimum d'enquête sérieuse, car elles sont dans le domaine public.

- Je ne suis pas directeur du « Monde diplomatique », mais seulement directeur général de sa société editrice. Le directeur du journal est Ignacio Ramonet (voir notre ours)

- Je n'ai pas "décidé de retirer le journal du futur collège des fondateurs« a) la décision de retrait a été prise par le directoire du »Monde diplomatique", dont je suis membre, et elle figure page 2 de notre numéro d'octobre

b) ce que vous appelez le « futur collège des fondateurs » est en réalité le futur conseil d'administration. Même si "Le Monde diplomatique" n'est pas candidat à ce CA sur la liste présentée par le collège des fondateurs, il reste membre de ce collège. Le cumul de ces deux erreurs va conduire vos lecteurs à penser le contraire et occasionner de nombreux appels téléphoniques à notre journal pour vérification.

C'est sans grande illusion que je vous demande de publier en bonne place les rectificatifs ci-dessus.

Salutations distinguées

Bernard Cassen

P.-S.

* Paru sur le site de « Libération », Samedi 7 octobre 2006 - 06:00.